La longue errance entre Burundi et Congo des fidèles de Zebiya, la prophétesse

Franceinfo,Â 27/03/2020 Une nouvelle fois, un groupe de fidÃ¨les de Zebiya est chassÃ© de la RÃ©publique dÃ©mocratique du Congo. Les autoritÃ©s refusent l'asile Ã ces chrÃ©tiens burundais en marge de l'Eglise, qui suivent les prÃ©ceptes d'une jeune mystique.

Le 13 mars 2020, l'armÃ©e congolaiseÂ a expulsÃ© de Goma, dans le Nord-Kivu (RDC), 1Â 500 Burundais adeptes d'une prophÃ©tesse nommÃ©e Zebiya. Un nouvel Ã©pisode d'une errance souvent sanglante d'hommes, de femmes et d'enfants entre le Burundi et le Congo en passant parfois par le Rwanda. Un Ã©trange mÃ©lange de spiritualitÃ© et de politique, oÃ¹ la xÃ©nophobie donne le tempo. Au centre de l'histoire, Zebiya Zebiya Ngendakumana est nÃ©e au Burundi en 1986. De confession catholique, elle dit avoir de trÃ¨s rÃ©guliÃ¨res visions de la Vierge Marie, prÃ©cisÃ©ment le 12 de chaque mois.Â Ses prophÃ©ties la rendent rapidement trÃ¨s populaire, les fidÃ¨les se pressent dans le sanctuaire qu'elle a Ã©tabli Ã Businde, sa ville natale, dans la province du Kayanza, au nord du pays, limitrophe du Rwanda. A partir de 2012, les choses s'enveniment avec l'Ã©glise catholique, qui jusque lÃ fermait les yeux sur les pratiques, parfois peu orthodoxes, de Zebiya et de ses ouailles.Â Comme celle de ne pasÂ manger de conserves, de peur d'Ãªtre trackÃ©s par des puces Ã©lectroniques hypothÃ©tiquement placÃ©es dans les boÃ®tes. BientÃ´t, le pouvoir politique entre en scÃ¨ne et interdit les rassemblements des fidÃ¨les. Commence alors un bras de fer qui va finir dans le sang. En 2013, c'est le premier drame. Pour mettre fin Ã un rassemblement, la police burundaise tire dans la foule. BilanÂ : 12 morts (30, selon d'autres sources) et 200 arrestations. Le sanctuaire de Businde est dÃ©truit. Les reprÃ©sentants de l'Etat voient dans cette secte un nouveau Boko Haram. Ils dÃ©placent la question du religieux au sÃ©curitaire. L'errance Zebiya entre alors dans la clandestinitÃ©, passe la frontiÃ¨re et s'installe avec ses fidÃ¨les en RDC, plus prÃ©cisÃ©ment au Sud-Kivu, dans la petite ville de Kamanyola, Ã deux pas des frontiÃ¨res du Burundi et du Rwanda. Alors que l'on perd la trace de la prophÃ©tesse, la communautÃ© s'agrandit et travaille dur. Quand les troubles Ã©clatent au Burundi en 2015, d'autres rÃ©fugiÃ©s la rejoignent. Mais le 15 septembre 2017, la mort va de nouveau frapper. Depuis quelques temps, la rumeur enflait dans la communautÃ© que la RDC renverrait chez eux, au Burundi, les fidÃ¨les rÃ©fugiÃ©s. Une simple opÃ©ration de police leur fait croire que les expulsions ont commencÃ©. La foule s'y oppose, l'intervention dÃ©gÃ©nÃ¨re et la police tire. On dÃ©nombre 38 cadavres. 3Â 000 fidÃ¨les fuient la rÃ©pression Pour les fidÃ¨lesÂ â€“ ils seraient autour deÂ 3Â 000Â â€“, c'est de nouveau la partent vers le Rwanda, qui rapidement les refoule vers le Burundi. A nouveau la rÃ©pression s'abat sur le mouvement et c'est l'exode, encore. Cette fois, retour en RDC du cÃ´tÃ© de Goma, dans le Nord-Kivu. C'est lÃ , dÃ©but mars 2020, que les autoritÃ©s retrouvent la trace d'un millier de ces fidÃ¨les, qui se prÃ©sentent comme des pÃ¨lerins. "CampÃ©s dans une concession privÃ©e dans l'ouest de la ville de Goma, au bord du lac, ces rÃ©fugiÃ©s ont Ã©tÃ© dÃ©nichÃ©s par les habitants quartiers environnants", expliqueÂ le site internet Actu CD. L'ordre d'expulsion vers le Burundi est donnÃ© dans la foulÃ©e. Que devient ZebiyaÂ ? Le journaliste Gilbert Armel Bukeyeneza est un des rares a avoirÂ rencontrÃ© Zebiya Ngendakumana, quelques temps aprÃ¨s le carnage de Kamanyola en 2017. Elle lui disait Ãªtre traquÃ©e par l'Etat, mais aussi par l'Ã©glise catholique.Â "Nous ne sommes pas une religion. Il sâ€™agit dâ€™une mission divine. Et quand Dieu mâ€™ câ€™Ã©tait au sein de lâ€™Ã©glise catholique mÃªme. Câ€™est-Ã -dire que je ne peux pas fonder une religion. Ce nâ€™est p mâ€™a demandÃ© de faire",Â avait-elle expliquÃ© alors. Depuis, nul ne connaÃ®t sa vie. Quant aux fidÃ¨les renvoyÃ©s au Bu par les autoritÃ©s congolaises, ils ne demandent qu'Ã pouvoir prier Ã Busimbe qu'ils considÃ¨rent comme leur "lieu saint"Â et ce, en toute sÃ©curitÃ©. Rien n'est moins sÃ»r, et l'ONG Human Rights Watch s'en inquiÃ¨te.Â "On considÃ¨re que leur vie est en danger",Â a avancÃ© Lewis Mudge, directeur de HRW pour lâ€™Afrique centrale, sur RFI. Ils ont en effet un lourd passif dans leur pays. Jacques Deveaux RÃ©daction Afrique France TÃ©lÃ©visions